

Des élus communistes au service des populations

Éléments de bilan de nos élus

Rappelons d'abord le contexte de cette mandature : l'évolution de l'institution régionale a été fulgurante de 2004 à 2010. La décentralisation organisée par la droite a eu pour conséquence une véritable rupture des grands systèmes de solidarité qui structurent la société française, en particulier avec le transfert des missions d'État vers les collectivités territoriales sans que ces dernières aient les moyens nécessaires à leur prise en charge. Avec ces transferts, le gouvernement limite les possibilités et les capacités de recettes fiscales des collectivités, l'État accapare le contrôle politique des décisions au plan national. L'exemple de l'Éducation nationale est parlant : la construction et l'entretien des lycées relèvent des Conseils Régionaux et les collèges des Conseils Généraux, par contre la carte scolaire reste du seul ressort de l'État.

Les conseillers régionaux communistes ont, dans ce contexte, agi partout en France en soutien des luttes des citoyen-ne-s, des salarié-e-s. Dans la région Midi-Pyrénées, ils ont par exemple pleinement soutenu la lutte des Molex pour la sauvegarde de leurs emplois. Nos élu-e-s ont multiplié les plans pour améliorer la vie des populations dans tous les domaines : développement économique et emploi, formation professionnelle et continue, services publics avec l'éducation et les transports, aménagement du territoire, environnement, énergie, tourisme, santé, culture, sports, agriculture et pêche, coopération internationale... Ils se sont battus pour la démocratie du quartier à l'entreprise, pour les libertés et les droits des personnes, pour l'égalité homme-femme, pour la jeunesse. Pour chacun de ces enjeux, ils ont fait valoir leur originalité au sein des majorités socialistes et ont obtenu d'importantes avancées dans l'action des régions.

Les élus communistes en chiffres, c'est :

- 17 régions avec une participation à l'exécutif
- 183 élus régionaux
- 41 vice-présidences

Quelques exemples, très loin d'être exhaustifs, de l'action de nos élus :

[Emploi]

- * Fonds Régional pour l'emploi en Rhône-Alpes (FRERA), qui apporte une garantie aux prêts bancaires aux entreprises, sous réserve de créations et de maintien de bons emplois.
- * « Charte de partenariat de la qualité de l'emploi » en Bretagne, qui parmi d'autres critères fait de l'égalité professionnelle et notamment de l'égalité homme-femme une des priorités de la région.
- * Dispositif Cap'ASSO dans le Centre, qui soutient des projets associatifs de qualité qui créent ou consolident des emplois en CDI.

[Démocratie participative]

* Conseils Locaux de Développement (CLD) en Rhône-Alpes : ces organes de concertation associent la société civile dans le montage et le suivi de projets de développement des territoires. Mise en place également de budgets participatifs.

[Éducation]

* Création de plusieurs lycées en Lorraine pour renforcer l'égalité territoriale dans ce domaine.

* Gratuité des livres scolaires, mesure emblématique des élu-e-s du Limousin.

[Transports]

* 15 comités de lignes rassemblant usagers, associations, professionnel-le-s, syndicats, élu-e-s dans les six départements de PACA.

* Gratuité des transports pour 200 000 personnes en Île-de-France.

[Jeunesse, sport et vie associative]

* Dispositif Cart@too en Basse-Normandie, qui concerne 15 000 jeunes et qui offre pour 10 € d'achat, 100 € de prestations culturelle ou sportive.

* 3,6% du budget de la région consacré au sport en Picardie.

[Nouvelles Technologies]

* Plan « Bretagne 2.0 » dont l'ambition est de développer l'accès aux nouvelles technologies.

[Agriculture]

* Soutien aux démarches visant à améliorer la qualité de productions diversifiées dans le respect de l'environnement et aides pour l'installation de jeunes agriculteurs en Bretagne.

[Énergie]

* Développement de projets éoliens et d'exploitation propre du charbon pour la diversification des sources d'énergie en Bourgogne.